

[REDACTED]
Dijon, le 31 JUIL. 2023

Le directeur général de l'agence régionale de santé
à

Madame la présidente du groupe Colisée
7 allée Haussmann
33070 BORDEAUX CEDEX

RAR N° 2C 177 045 1629 4

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINES 89 097 411 6 - EHPAD VILLA D'AZON - ST CLEMENT – SAS COLISEE

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 17 mai 2023, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résidents.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de me faire connaître vos observations sur les mesures et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 12 juin 2023, ainsi que des pièces qui l'accompagnent.

A la suite de l'analyse des observations que vous avez portées à ma connaissance, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées » (département 89), à la direction de l'autonomie, département accompagnement de l'offre médico-sociale : [REDACTED]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la santé et de la prévention,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Copie à :

Madame la directrice
EHPAD VILLA D AZON
18 R JEAN MERMOZ
89100 ST CLEMENT

**Tableau des mesures éducatives
Recommandations**

Date de validité : 03/07/2023 des mesures : Affilié au site : Lucien VALTIER	Nom établissement : VLA VALTIER - COLISEC Adresse : 18 R. JARDIN MARCOT 93100 Commune : S. COLISEC
--	---

Recommandations			Libellé	Reférentiel de bonnes pratiques	Référence rapport EIR	Observations
Nb	S					
1			Mettre en place les leviers pour structurer la fonction de direction		R1	Recommandation non retenue
2			Organiser de manière efficace la bonne diffusion et la mise en œuvre des décisions prises par la direction et des recommandations de bonnes pratiques de la HAS	R3/R4 : le bon ou responsable prend en compte le rôle de l'encadrement dans la diffusion et le traitement de la recommandation HAS 2008	R2 R4	Recommandation maintenue : - les documents transmis relatifs aux CDD-R ne tiennent pas des comptes rendus mais des notes de synthèse des décisions prises et du rôle de l'encadrement sur le fonctionnement de la structure. - la définition des axes de travail sur ces sujets abordés, le ne reflètent pas les objectifs attendus ni les personnes chargées de les mettre en œuvre, ni la suite qui devrait être faite. - en outre, le graphique ne indique que des réunions ont eu lieu avec l'ensemble du personnel, rien ne précise la fréquence et les sujets abordés et n'est adressé à l'appui des recommandations du document permettant d'évaluer l'existence.
3			Former et accompagner les formations qualifiantes et/ou VAE pour assurer un accompagnement et un suivi des compétences du personnel HAS	R4/R5 : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées HAS 2008	R3	Recommandation maintenue : aucun élément de preuve n'est apporté à l'appui de la réponse du gestionnaire. La mission consiste que l'engagement du gestionnaire à favoriser les parcours d'adhésion au profit des salariés concernés n'est traduit dans aucun document écrit de présentation adressé à la direction, note d'information, note de présentation du plan de formation. De même, le tableau de suivi montrant les parcours en cours de VAE et/ou de formation qualifiante permet de constater que le démarrage d'analyse d'adéquation par salarié a été suivi par les établissements du groupe Co se, n'a pas été adressé et qu'il n'a justifié la rédaction de cette recommandation.

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour
des mesures : 03/07/2023

Affaire suivie par :

Nom établissement : VILLA D'AZON - COUSEE

Adresse : 16 R JEAN MERMOZ

Code postal : 89100

Commune : ST CLEMENT

Prescriptions

Nb	4	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Procéder au recrutement des ETP d'infirmier manquants	Article L311-3 du CASF Article L312-1 du CASF	6 mois	Maquette organisationnelle, contrat de travail et plannings réalisés	E1	O	03/07/2023	La mission prend acte des éléments transmis par la structure et note toutefois, qu'à la date du contrôle, la maquette organisationnelle transmise aurait dû tenir compte de la capacité revue à la baisse en juillet 2022. La maquette organisationnelle rectifiée devra être adressée au chargé de mission référent de l'établissement de l'ARS.
2		Adapter le temps de travail du médecin coordonnateur au regard de la capacité autorisée dans le respect de la réglementation.	Article D312-155-0 du CASF Article D312-156 du CASF Article D312-158 du CASF	3 mois	Maquette organisationnelle, contrat de travail du médecin coordonnateur faisant apparaître la quotité du temps de travail	E2	N	6 mois	Si la mission est consciente des difficultés à recruter un temps de médecin coordonnateur à hauteur des exigences réglementaires, voire de trouver un médecin qui accepte d'endosser ce rôle, elle ne peut se satisfaire de la réponse apportée par le gestionnaire. En effet, ce dernier se contente de reporter à un an, la mise en conformité avec la réglementation sans proposer de solution alternative pour compléter ce temps de travail jusqu'à cette échéance. Il appartient au gestionnaire de démontrer qu'il a mis en œuvre divers moyens pour tenter de répondre à cette problématique, par exemple en recherchant une disposition transitoire/alternative permettant de compléter le temps de travail du médecin et venir en soutien des équipes soignantes : recherche de mutualisation avec d'autres EHPAD en proximité, organisation interne palliative, rapprochement du service de gériatrie du centre hospitalier de référence.
3		Prévoir et inscrire le médecin coordonnateur à une formation qualifiante nécessaire pour exercer sa fonction.	Article D312-157 du CASF	6 mois	Maquette organisationnelle, contrat de travail du médecin coordonnateur et copie du diplôme	E3	Abandonnée	03/07/2023	Toutefois, lors du recrutement d'un nouveau médecin coordonnateur, le gestionnaire veillera à ce que celui-ci possède la qualification requise ou s'engage à l'acquiescer et tiendra informé le chargé de mission référent de l'établissement.
4		Assurer la continuité des soins infirmiers sur l'ensemble des plages horaires de la journée	Article L311-3 et L312-1 du CASF Article R4312-36 du CSP	6 mois	Maquette organisationnelle, fiches horaires, plannings prévisionnels	E4 E5	N	3 mois	Le gestionnaire a transmis la frise organisationnelle modifiée relative à la présence des ETP théoriques d'IDE nécessaires pour assurer la continuité des soins. Néanmoins, les plannings qui avaient été demandés pour constater la prise en compte opérationnelle de ces modifications, n'ont pas été adressés. Les plannings prévisionnels des IDE sur 3 mois devront être transmis au chargé de mission référent de l'établissement à l'ARS.

**Tableau des mesures définitives
Recommandations**

Date de mise à jour
des mesures : 03/07/2023

Affaire suivie par :

Nom établissement :

VILLA D'AZON - COLISEE

Adresse :

18 R JEAN MERMOZ

Code postal :

89100

Commune : ST CLEMENT

Recommandations

Nb	3	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Observations
1		Mettre en place les leviers pour stabiliser la fonction de direction		R1	Recommandation non maintenue.
2		Organiser de manière efficiente la bonne diffusion et la mise en œuvre des décisions prises par la direction auprès du personnel dans le respect des recommandations de bonnes pratiques de la HAS.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R2 R4	Recommandation maintenue : - les documents transmis relatifs aux CODIR ne constituent pas des comptes-rendus mais des prises de notes manuscrites sans visée stratégique ou décisionnelle sur le fonctionnement de la structure, sans définition des axes de travail sur chacun des sujets abordés ; ils ne reflètent pas les objectifs attendus, ni les personnes chargées de les mettre en œuvre, ni le suivi qui devrait en être fait ; - en outre, si le gestionnaire indique que des réunions ont lieu avec l'ensemble du personnel, il n'en précise ni la fréquence, ni les sujets abordés et n'a adressé à l'appui aucun compte-rendu ou document permettant d'en tracer l'existence.
3		Formaliser un suivi nominatif des formations qualifiantes et/ou VAE pour assurer un accompagnement et une montée en compétences du personnel FFAS.	RBPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées - HAS, 2008	R3	Recommandation maintenue : aucun élément de preuve n'est apporté à l'appui de la réponse du gestionnaire. La mission constate que l'engagement du gestionnaire à favoriser les parcours qualifiants au profit des salariés concernés n'est traduit dans aucun document écrit de présentation adressé à la mission : note d'information, note de présentation du plan de formation,... De même, le tableau de suivi nominatif des personnes en cours de VAE et/ou de formation qualifiante permettant d'attester de la démarche engagée (état d'avancement par salarié) au sein des établissements du groupe Colisee, n'a pas été adressé ce qui avait justifié la rédaction de cette recommandation.